



REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

Paix – Justice - travail



COOPERATION SUD SUD EN AFRIQUE CENTRALE

Thème principal : Séminaire scientifique de partage d'expériences sur les enjeux liés à la coopération sud-sud dans la gestion des politiques publiques et du marché du travail en Afrique Centrale

Thème de la présentation : Partage d'expériences sur l'analyse d'impacts du COVID19 sur le marché du travail, sur la base des données primaires » cas de la RDC

**PANU KITENGE Ignace
Directeur à l'Institut National de la Statistique**

Novembre 2020

I. Contexte et justification

Le monde du travail est profondément touché par la pandémie mondiale du Coronavirus. Outre la menace que cela représente pour la santé publique, les bouleversements économiques et sociaux menaçant les moyens de subsistance et le bien-être à long terme de millions d'individus.

L'OIT a estimé dans son étude de juin 2020 (www.ilo.org) à des centaines de millions, le nombre d'emplois qui seront perdus dans un tel contexte. On estime que les pertes en heures de travail au deuxième trimestre 2020 devraient atteindre 14,0% (correspondant à 400 million d'emplois à temps plein) par rapport au dernier trimestre 2019, la baisse la plus forte étant enregistrée dans les Amériques¹.

II. Impacts de la pandémie sur les performances économiques des entreprises et mesures de riposte en RDC

La RDC, classée parmi les états fragiles mais à fortes potentialités naturelles, se remet d'une série de conflits qui ont éclaté dans les années 90. La croissance du PIB réel est estimée à 4,4 % pour 2019, en recul par rapport à 2018 (5,8 %) en raison du ralentissement des activités dans le secteur extractif, qui demeure le secteur moteur de l'économie, malgré le repli des cours de certaines matières premières (cuivre et cobalt).

Au cours de cette année 2020, l'estimation de la croissance économique à fin juin est de -1,7%, ce qui traduit une récession à la suite de la pandémie de la Covid-19 dans presque tous les secteurs économiques.

Au niveau du marché du travail, les jeunes sont confrontés à des contraintes de taille pour s'insérer dans le milieu professionnel du fait d'un déficit important d'utilisation de la main-d'œuvre combinant un taux de chômage et de sous-emploi élevé.

Le contexte de la COVID19, est venu contrarier les perspectives économiques de 2020 et déséquilibrer davantage le marché du travail avec des perturbations possibles au niveau des capacités d'utilisation de la main-d'œuvre, des emplois et de la performance des entreprises et du monde du travail dans sa globalité.

Il est nécessaire d'analyser cette situation de manière plus soutenue pour aider le pays à identifier les meilleures mesures possibles de riposte et de relance socioéconomique post-COVID19 en RDC.

III. Mesures de riposte prises par la RDC

Avec la progression de la pandémie du COVID 19, la RDC a pris la décision de fermer les frontières en autorisant toutefois l'accès des marchandises destinées à la consommation. Cette mesure est prise dans une optique de contenir la maladie et éviter une contamination généralisée et des épidémies aux effets dévastateurs sur les populations.

Si ces mesures de confinement, de mise en quarantaine ou de fermeture pure ou partielle des frontières, peuvent s'avérer salutaires face à une pandémie grave, il n'en demeure pas moins des effets socioéconomiques importants dans le pays comme ceux de l'Afrique Centrale où les

¹ Evaluation de l'impact du COVID 19 sur le monde du travail mondial réalisé par l'OIT au 30 juin 2020, voir site www.ilo.org.

économies nationales sont extraverties et basées sur une forte demande nationale des produits venant de l'extérieur (Europe, Asie, Chine pour la plupart).

Les mesures de distanciation sociale se traduisent en général par une réduction du temps de travail dans les unités de production formelles et informelles. Cette réduction de l'offre de travail peut se traduire par une baisse de la production et des revenus. Cette situation perdurant pourrait impacter négativement sur les prévisions en termes de revenus budgétaires, de productivité, de production, de performances des entreprises et de croissance économique.

IV. Conséquences de la COVID19

A court, moyen et long terme, si la crise liée au COVID 19 perdure, elle ne sera pas sans incidence sur les arbitrages en matière d'investissements et d'allocation de ressources en privilégiant prioritairement le secteur de la santé au détriment des dépenses en matière d'investissements productifs, de promotion de la diversification économique favorable à la création des emplois décents et des richesses pour les ménages.

Au regard de la situation précédemment décrite, il était important de réaliser un sondage sur une « évaluation des incidences de la pandémie de la COVID19 sur les emplois, les entreprises et le travail décent en RDC ». Il s'agira ensuite de partager d'expériences avec les autres pays sur les difficultés rencontrées et les différentes leçons tirées.

Objectifs de l'étude

L'objectif général de cette étude était de contribuer pour mieux anticiper et appréhender les incidences de la pandémie de la COVID 19 en RDC, sur les entreprises, les emplois et le marché du travail. Il est à noter que les variables qui soutiendront ces évaluations sont les paramètres clé du marché du travail et de performances des entreprises

Objectifs spécifiques

- ✓ Analyser l'incidence actuelle et probable de la pandémie du COVID 19 sur les activités économiques et sociales relatives au marché du travail, en se basant sur les données primaires issues des constats de terrain faits au niveau des entreprises modernes et du secteur informel (grandes entreprises, Petites et Moyennes Entreprises-PME, Unités de production informelle-UPI);
- ✓ Déterminer les canaux de transmission de la crise sanitaire sur l'économie et le marché du travail en RDC ;
- ✓ Proposer des recommandations de politique et des stratégies pour atténuer/combattre les effets à court terme et développer des capacités de résiliences du marché du travail en RDC.
- ✓ Recueillir et analyser les avis et les suggestions des acteurs et intervenants du marché du travail sur les faits observés et les risques possibles en termes d'impacts de la crise sanitaire liée à la Covid-19 sur l'emploi, les entreprises et le travail décent en général.

V. Résultats attendus

- ✓ Les effets actuels et potentiels de la pandémie du Covid-19 sur les activités économiques et sociales relatives au marché du travail et aux entreprises, sont analysés et mieux connus ; sur la base de données primaires issues de l'enquête sur les entreprises ;

- ✓ Les canaux de transmission de la crise sanitaire sur l'économie et le marché du travail en RDC, sont connus ;
- ✓ Des recommandations de politique sont formulées à l'endroit du Gouvernement, du secteur privé, des partenaires sociaux et ceux de développement, en vue de renforcer les capacités nationales de résilience du marché du travail en RDC.
- ✓ Les avis et suggestions des acteurs intervenants sur les marchés du travail sont recueillis et analysés de la pandémie de la Covid-19 sur l'emploi, les entreprises et le travail décent en général en RDC.

VI. Méthodologie de l'enquête

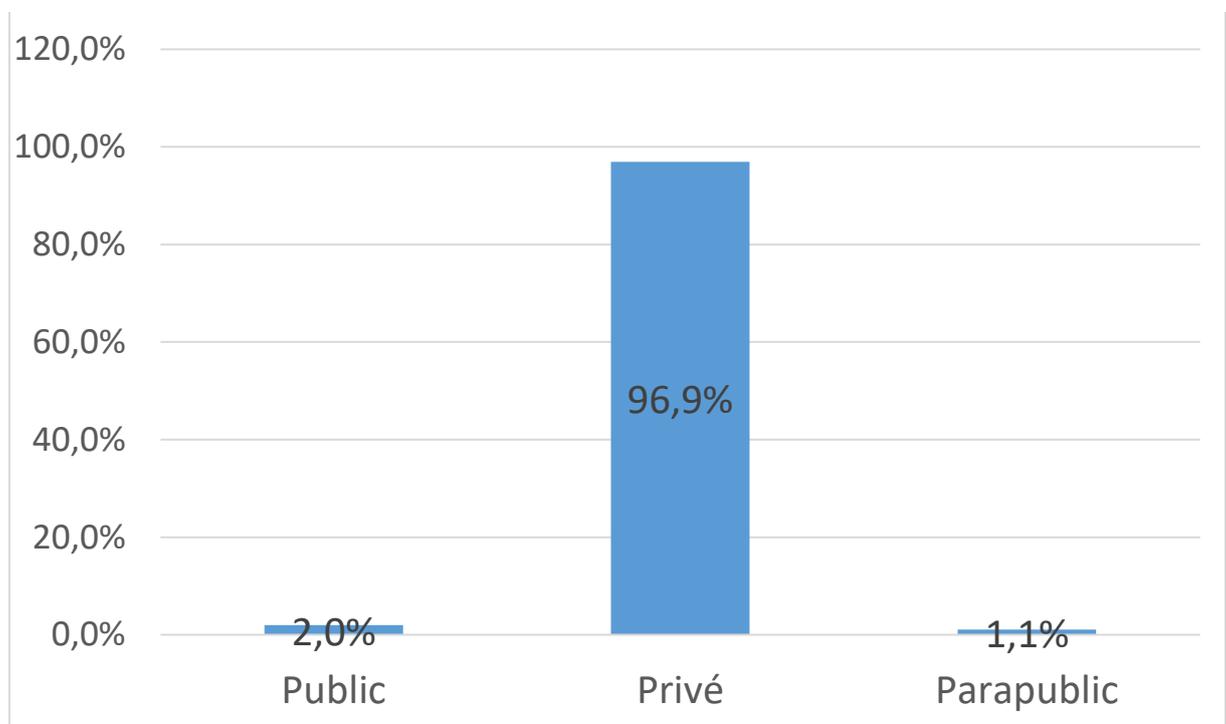
Les trois approches suivantes ont été utilisées pour la collecte des données auprès des unités économiques, à savoir :

- ✓ (i) l'envoi du questionnaire par voie électronique aux entreprises sur la base des adresses électroniques. Cette méthode difficile à mettre en œuvre, a très faiblement fonctionné du fait du faible accès à l'internet au niveau de la plupart des unités économique informelles;
- ✓ (ii) l'interview directe aux chefs des très petites et petites unités économiques qui ont plus de difficultés de répondre par voie électronique et enfin,
- ✓ (iii) le dépôt du questionnaire par les agents enquêteurs dans les grandes unités économiques qui en ont fait une préférence, tout en respectant rigoureusement les mesures barrières édictées par les autorités.

VII. Résultats de l'enquête

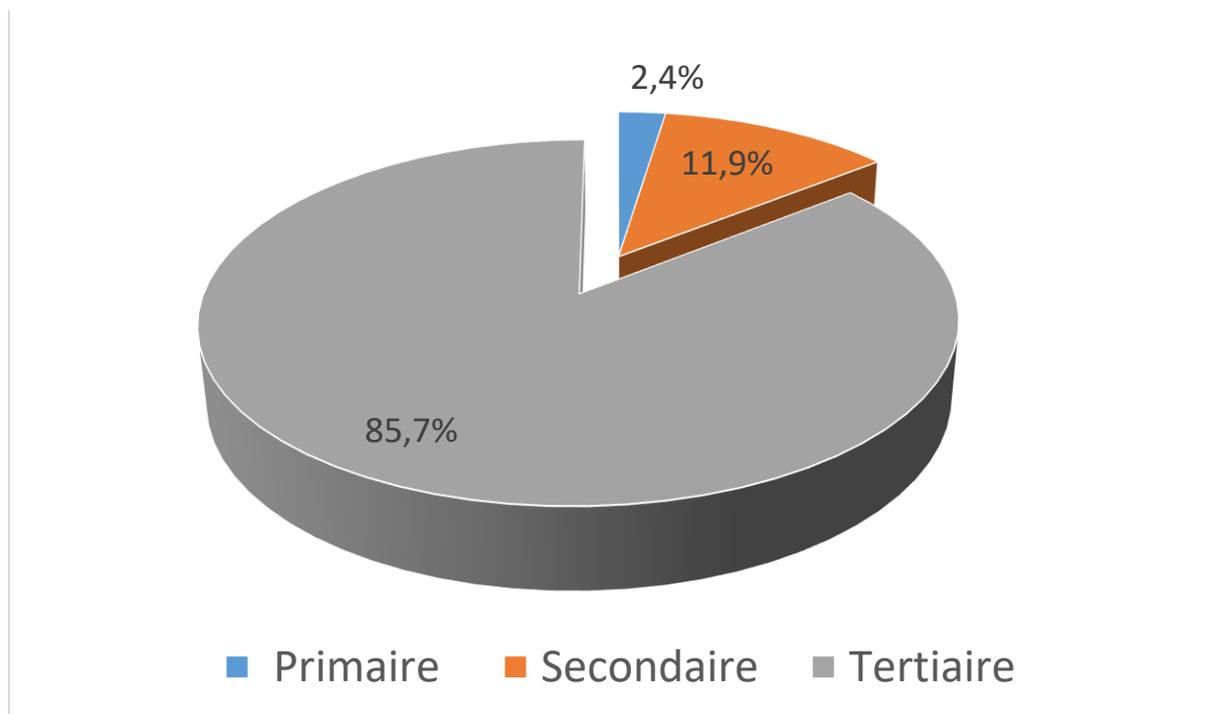
A) Vu d'ensemble des unités économiques enquêtées

Graphique 1 : secteur institutionnel de l'entreprise



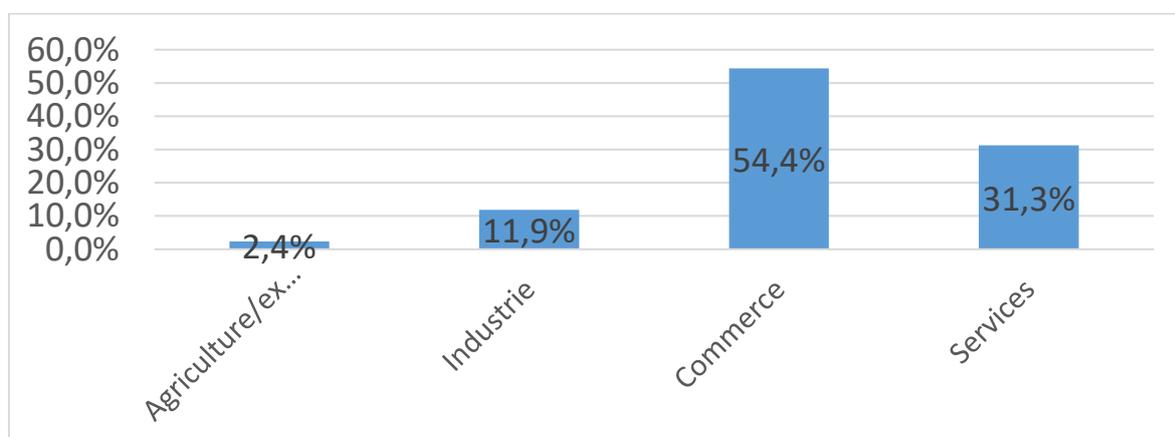
Par secteur institutionnel, seul le secteur privé reste dominant à plus de 95,0% pour l'ensemble des secteurs institutionnels d'entreprises le plus touché par la pandémie de la Covid19 en RDC d'après notre échantillon.

Graphique 2: Secteur d'activité d'entreprise



S'agissant de la répartition des entreprises enquêtées par secteur d'activité, il y a une prédominance du secteur tertiaire, soit 85,7% de l'ensemble des secteurs, suivi du secondaire avec 11,9%. Mieux, au niveau du secteur tertiaire, il ressort une prédominance de la branche « Commerce de gros et de détail » (représentant 54,4% de l'échantillon d'entreprises dans ce domaine) et celle des « Autres services marchands » (avec un poids relatif de 31,3% dans le tertiaire). Au niveau de l'échantillon d'enquête, le secteur primaire, est le moins bien représenté en comptant pour seulement 2,4% de l'ensemble des observations

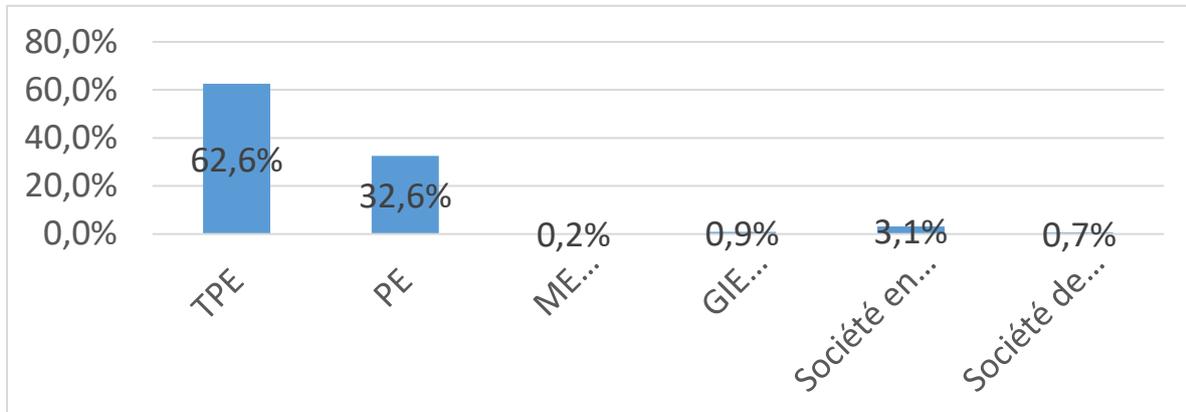
Graphique 3 : Branche d'activité



En ce qui concerne les branches d'activités principales, c'est la branche de « Commerce de gros et de détail » avec 54,4% suivi de la branche « Autres services marchands » 31,3% ; alors que

l'industrie occupe la troisième position avec 11,9%. Tandis que l'Agriculture, pêche et élevage vient en dernière position avec 2,4%.

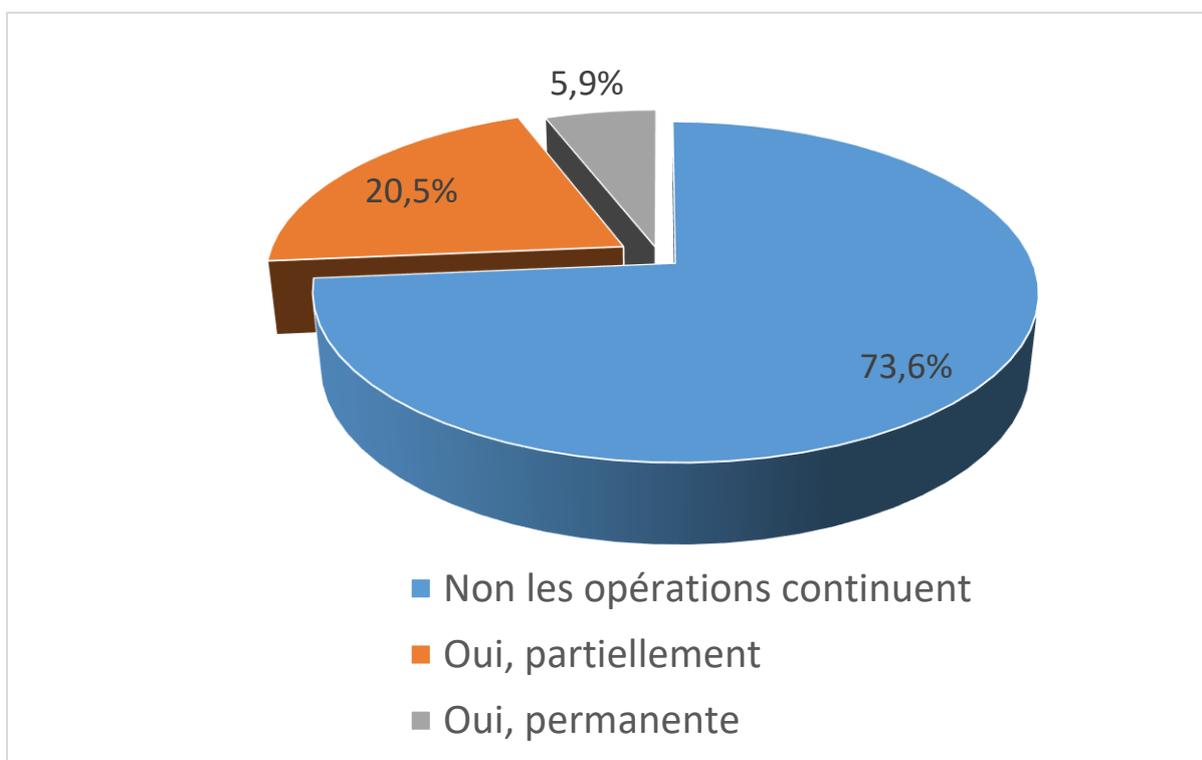
Graphique 4 : Répartition par catégorie(type) des entreprises.



S'agissant de la répartition suivant les catégories des entreprises, il ressort de l'étude que 62,6% sont de très petites entreprises, suivies des petites entreprises, soit 32,6% de l'ensemble de l'échantillon et d'autres catégories faiblement représentées (4,8%).

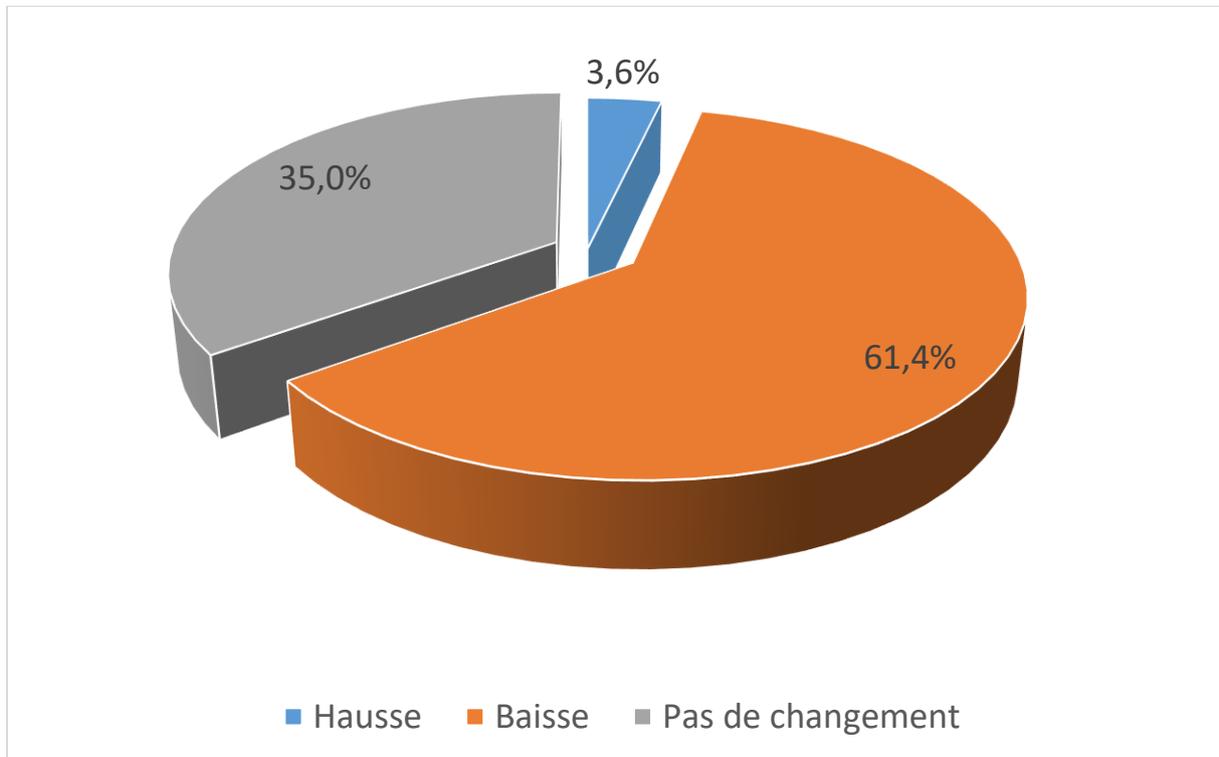
B) IMPACTS DE LA PANDEMIE SUR LES PERFORMANCES ECONOMIQUES DES ENTREPRISES ET MESURES DE RIPOSTE

Graphique 5 : cessation des activités durant la covid19



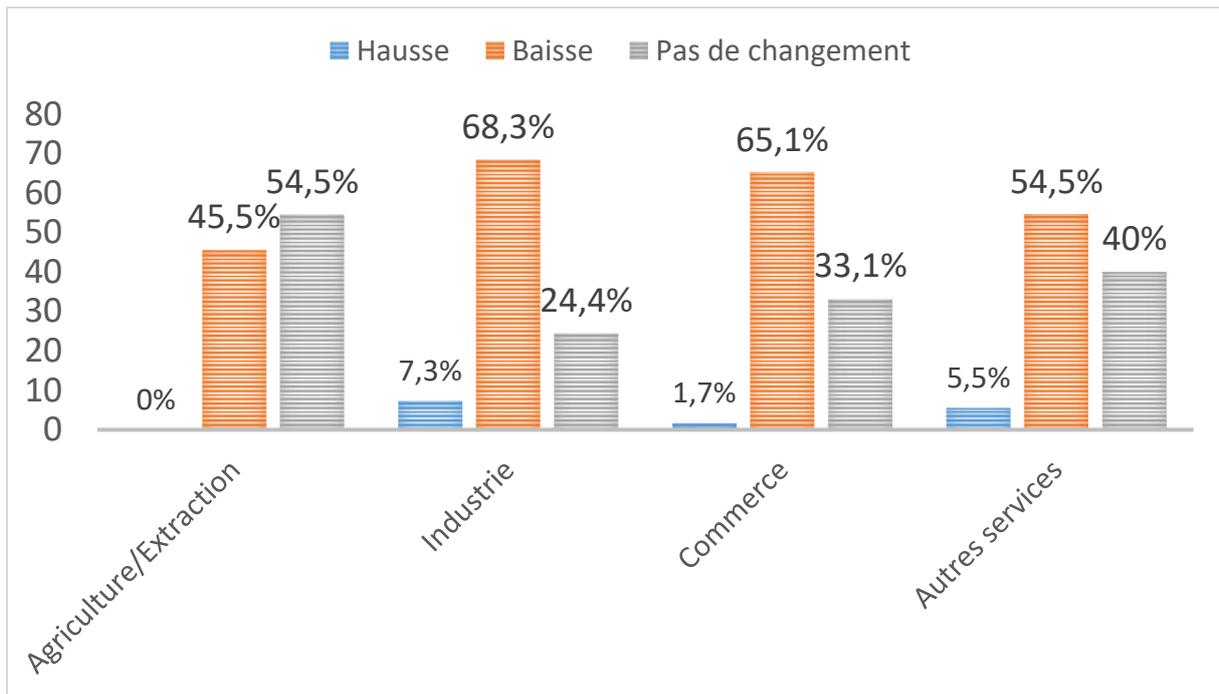
Dans l'ensemble des chefs d'entreprises interviewés, 73,6% confirment n'avoir pas arrêté totalement les activités durant cette période de la pandémie de Covid-19. Seulement 26,4% ont soit arrêté partiellement ou totalement les activités.

Graphique 6 : Effets de la Covid19 sur la production des entreprises



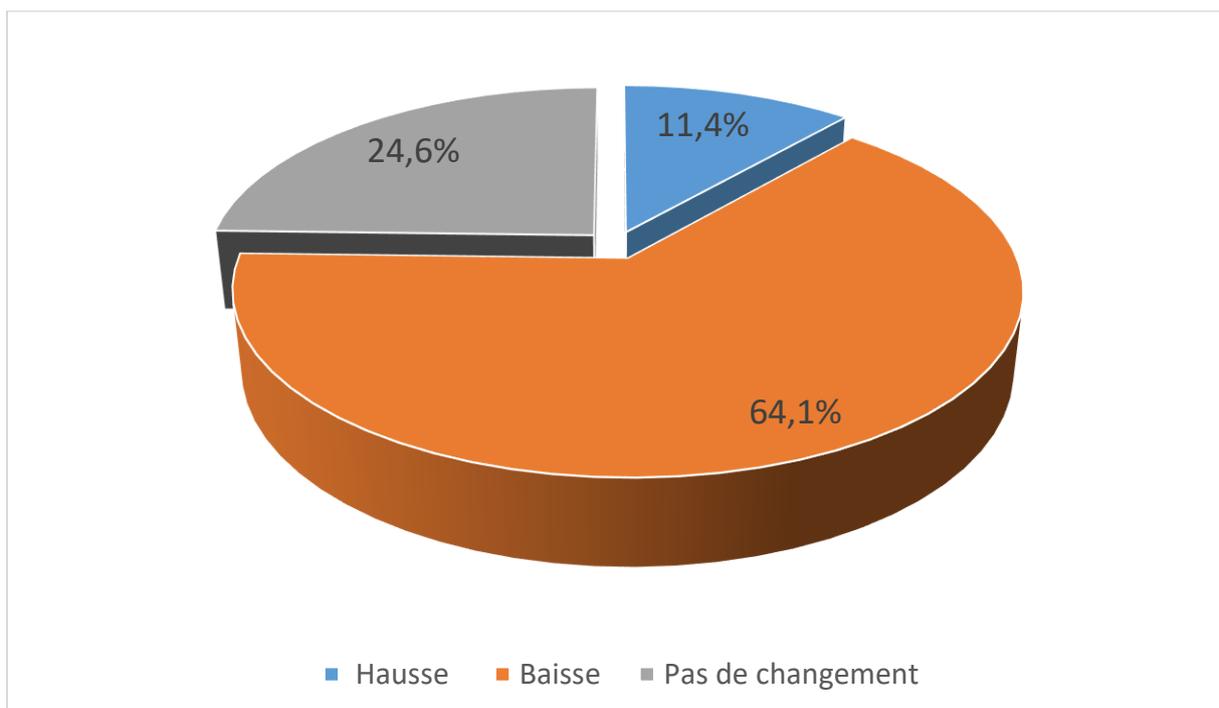
D'une manière générale, 61,4% des unités économiques ont déclaré connaître une baisse de leur production durant la pandémie de covid-19. C'est le secteur privé en terme de secteur institutionnel en général qui est le plus frappé par cette baisse de production, soit 96,9%. En terme d'incidence de la crise sanitaire sur la baisse de la production par catégorie d'entreprises, ce sont plutôt les très petites entreprises qui ont été les plus négativement affectées (selon 62,6% d'entre elles).

Graphique 7 : Branches d'activités les plus affectées par la pandémie Covid19 en terme de production



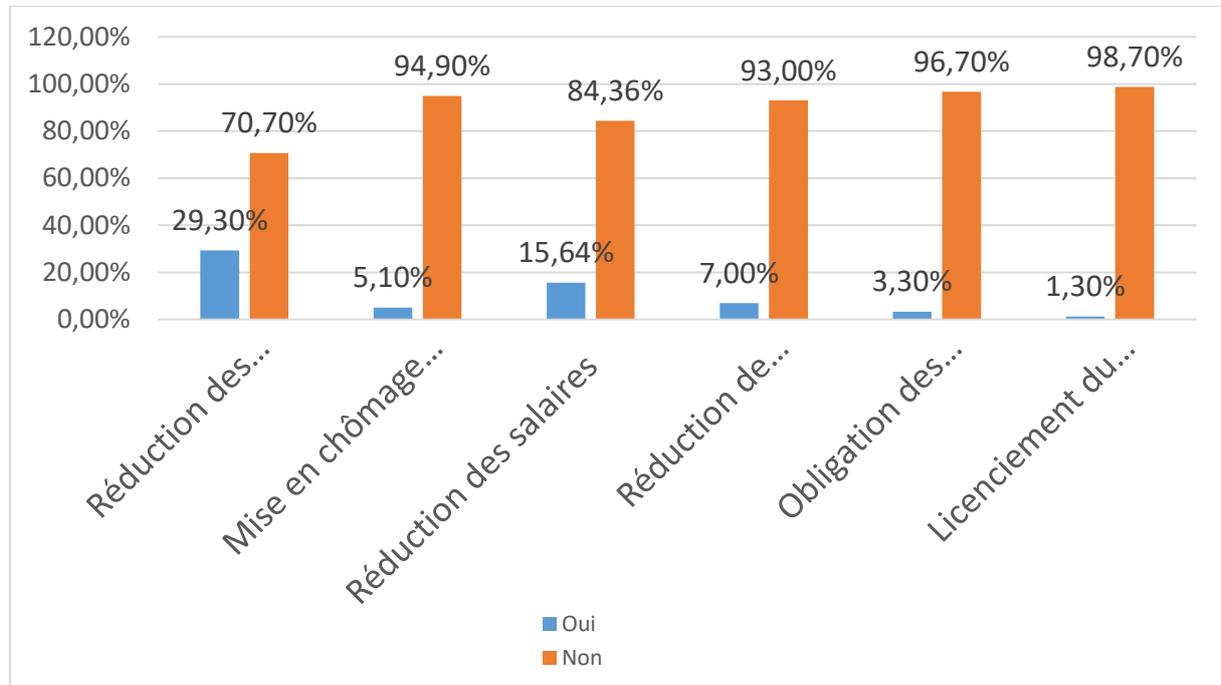
Par rapport aux effets du COVID19 sur la production dans les branches économiques, c'est la branche Industrie avec 68,3% qui a été la plus marquée, suivie du Commerce de gros et de détail avec 65,1% et de « Autres services marchands » avec 54,5% en termes de baisse. Les branches Agriculture et Extraction sont également touchées par les effets de la pandémie mais dans des proportions inférieures avec une baisse relative de 45,5%.

Graphique 8 : Effets de la pandémie COVID19 sur le Chiffre d'affaires



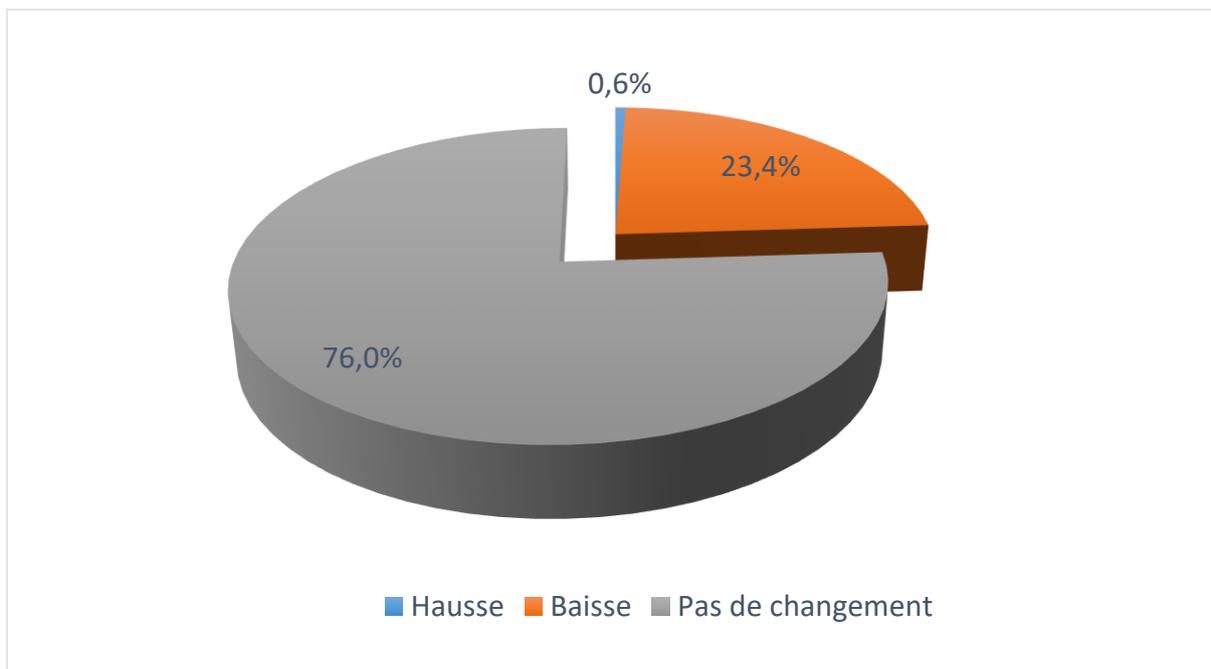
Le chiffre d'affaires s'est inscrit en baisse pour près de 64,1% d'entreprises enquêtées. Seul 11,4% ont déclaré plutôt une hausse, tandis que 24,6% affirment n'avoir pas eu un changement du chiffre d'affaires durant la pandémie de Covid-19.

Graphique 9: Effets sur les emplois et la gestion de la main-d'œuvre (effectifs des travailleurs/volume de travail/rémunération du travail)



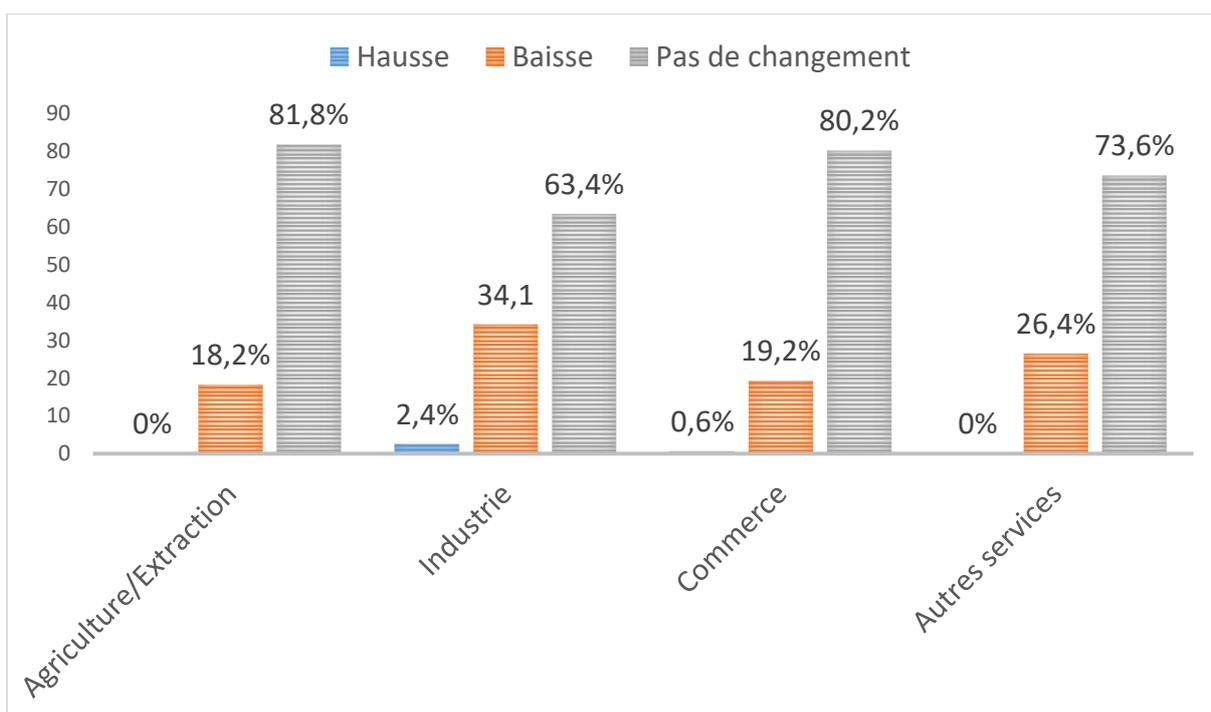
Il est observé au niveau de la quasi-totalité des chefs d'entreprises enquêtés (90% d'entre eux), que des mesures liées à la gestion des effectifs (main-d'œuvre) n'ont pas été appliquées durant le premier semestre de la pandémie. Toutefois, il est important de constater que près de 10% ont été contraints de mettre en vigueur de telles mesures pour compenser le manque à gagner lié au contexte de la pandémie du COVID19 durant la même période. Ces mécanismes de transmission de la crise sanitaire sur la main-d'œuvre ou les employés des entreprises sont surtout constatés au niveau des branches comme celles de l'hôtellerie, transports aériens et routiers, bars, marché central, supermarchés de la Commune de la Gombe et restaurant qui ont été les plus marqués par les mesures gouvernementales de confinement.

Graphique 10 : Effets COVID19 sur les effectifs des travailleurs



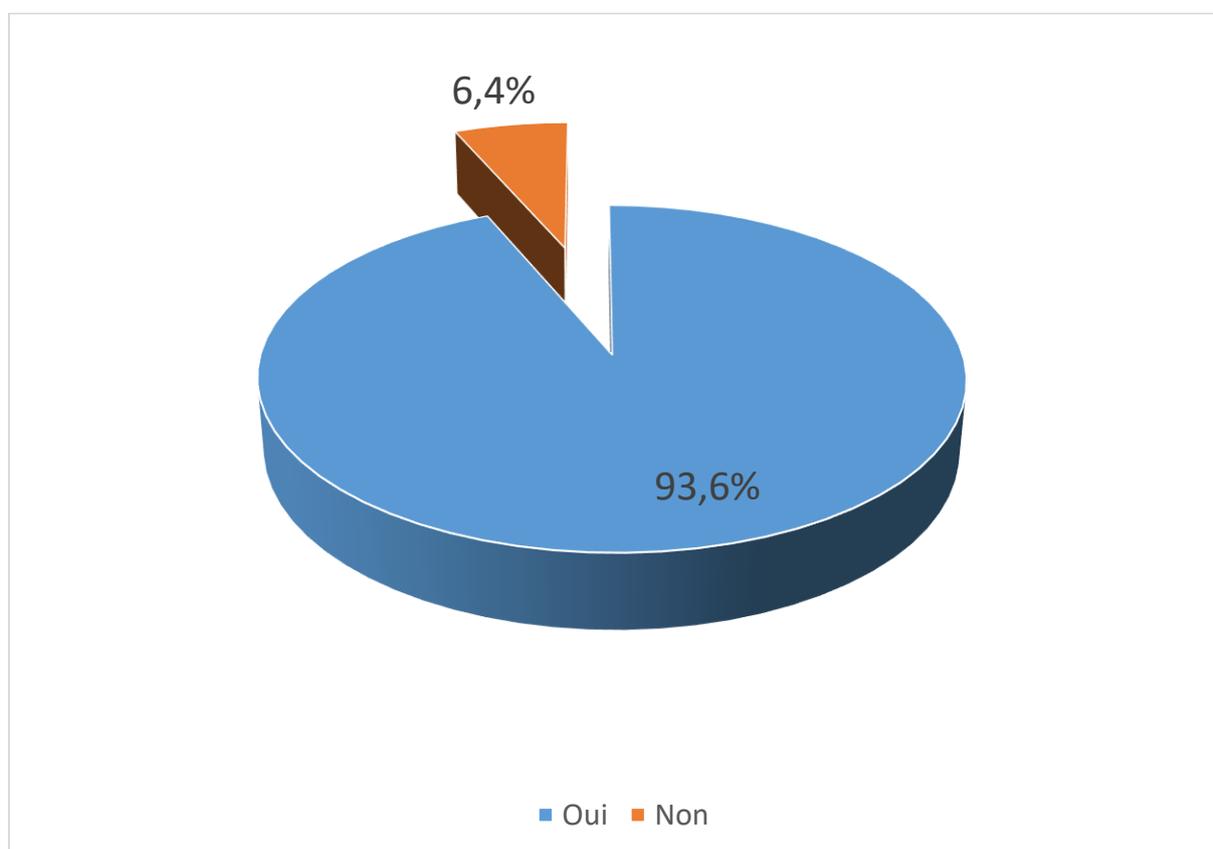
Par rapport à la dimension de l'emploi, la présente étude a révélé que près de 76,0% des chefs d'entreprises estiment n'avoir pas opéré un changement de personnel à cause de la pandémie. Toutefois, 23,4% des chefs d'entreprises ont affirmé avoir réduit la taille de leurs employés dans le contexte de la crise sanitaire. Moins de 1% seulement ont déclaré avoir plutôt augmenté l'effectif de leurs travailleurs dans le même contexte.

Graphique11 : Branches d'activités les plus affectées par la pandémie Covid19 en terme d'emplois et effectifs de travailleurs



L'analyse différenciée du niveau de baisse des effectifs des employés par branche, indique que globalement, elles ont toutes été concernées par ces changements au niveau de la main-d'œuvre liés au COVID19, même si ces bouleversements n'ont pas modifié profondément la structure de la main-d'œuvre selon les chefs d'entreprises. Dans le cas d'espèces, les entreprises de la branche « industries » ont enregistré la baisse relative la plus élevée avec 34%, suivies des « autres services » avec une contraction d'effectifs de 26,4% et du « commerce de gros et détail », avec une diminution de personnel de 19,2%.

Graphique 12 : Intensité de l'impact de la Covid19 sur les paramètres de l'emploi et de la main-d'œuvre



Après la consécration de l'état d'urgence par le Président de la République, différentes mesures de prévention contre le Covid-19 ont été prises pour éviter la propagation de la pandémie. Ainsi, 93,6% des chefs des unités économiques ont déclaré avoir appliqué les mesures de prévention édictées par le gouvernement. Par contre, pour les 6,4% des chefs restants, les mesures n'ont pas pu être appliquées à la lettre pour pouvoir préserver le personnel.

III. Difficultés rentrées

- Manque de confiance dans la plupart des Unités économiques entre l'enquêté et l'enquêteur suite la présence de la pandémie de la Covid19 ;
- L'abandon de la méthode traditionnelle de contact physique ;
- Le vas et viens des enquêteurs suite aux plusieurs rendez-vous à la demande de l'enquêté ;
- Le temps de la collecte était très court ; soit 15 jours, si il y a des rendez-vous au-delà du temps prévu pas moyen de réenvoyer les agents de collecte sur terrain;
- Frais de transport pas suffisant alors que le nombre des personnes était réduit dans les transport en commun ;
- L'échantillon n'était pas élargi sur l'ensemble du pays, seulement la ville de Kinshasa et difficile à extrapoler ;
- Manque de culture de travailler à distance avec l'enquêté au moyen de NTIC ;
- Refus des appels non identifiés d'avance par les enquêtés ;
- Paiement de loyer et d'approvisionnement en intrants par les UE suite à des fermetures de marchés et frontières ;
- Changement brusque des activités par les chefs d'UE enfin de s'adapter aux besoin du moment (COVID19); etc.

IV. Leçons tirées

- Le moment était bien indiqué pour recueillir les avis de chefs unités économiques pendant la pandémie de la COVID19 (Tribune libre) ;
- Avoir appris à travailler avec une équipe dans un contexte de crise sanitaire ;
- Le Pays dispose les données primaires en lieu et place des données secondaires ou de sources administratives dans un contexte de la pandémie ;
- Aucun de nos enquêteurs n'a été testé positif à la COVID19 durant la collecte et même après la collecte ;
- Connaître le secteur des entreprises en RDC nous a permis de faire un travail titan dans un contexte difficile de la crise sanitaire ;
- Les chefs des UE ont émis le vœu qu'à chaque fois qu'un tel travail se réalise pour le permettre de s'évaluer à chaque instant dans le monde des affaires ;
- Tracasseries policières et difficultés à honorer le paiement des impôts et taxes administratives, etc.